Catherine MAURER, *La Ville charitable. Les œuvres sociales catholiques en France et en Allemagne au XIX^e siècle*

Paris, Éditions du Cerf, 2012

Léon Strauss

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/Allemagne/1793>

DOI : 10.4000/Allemagne.1793

ISSN : 2605-7913

Éditeur

Société d'études allemandes

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2013

Pagination : 489-492

ISSN : 0035-0974

Référence électronique

Léon Strauss, « Catherine MAURER, *La Ville charitable. Les œuvres sociales catholiques en France et en Allemagne au XIX^e siècle* », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* [En ligne], 45-2 | 2013, mis en ligne le 29 juillet 2019, consulté le 10 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/Allemagne/1793> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/Allemagne.1793>

Italiques

Catherine MAURER, La Ville charitable. Les œuvres sociales catholiques en France et en Allemagne au XIX^e siècle, Paris, Éditions du Cerf (Coll. Histoire religieuse de la France, 39), 2012, 411 p., 24 €.

Dès l'introduction de sa thèse, Le modèle allemand de charité. La Caritas de Guillaume II à Hitler publiée aux Presses Universitaires de Strasbourg en 1999, Catherine Maurer affirma vouloir combler l'absence d'historiographie sur la charité religieuse, et spécialement sur ses aspects catholiques, aux XIX^e et XX^e siècles. Pour elle, ce sujet avait été longtemps négligé et même méprisé par les chercheurs allemands et français alors que la bibliographie était surabondante sur les politiques sociales étatiques et les mouvements de solidarité de classe et que le discours contemporain évitait d'employer le concept de « charité », jugé humiliant pour ceux qui en bénéficient. Mme Maurer a poursuivi ce chantier en 2003 en consacrant un petit ouvrage à Caritas. Un siècle de charité organisée en Alsace (Strasbourg, Éditions du Signe). Du fait des changements d'appartenance étatique de notre région, on y trouvait des données sur les similitudes, les différences et les échanges entre deux modèles d'organisation des œuvres catholiques en France et en Allemagne. Ce nouvel ouvrage approfondit considérablement cette analyse comparative, tout en la limitant aux milieux urbains et au « long XIX^e siècle » des lendemains de la Révolution française jusqu'en 1914. Pour ce faire, l'auteur a utilisé, outre plusieurs fonds d'archives publiques, ecclésiastiques ou associatives, des sources principales très précieuses : entre 1885 et 1900, avait été publiée, en France, une série d'ouvrages retraçant des enquêtes menées sur les œuvres catholiques caritatives et sanitaires agissant dans des villes aux dimensions et aux structures assez différentes, soit Paris (qui fait l'objet en 1885 d'un gros livre de Maxime du Camp que l'on n'imaginait guère en propagandiste des bonnes œuvres quand on connaît ses expériences osées lors du voyage en Orient avec Gustave Flaubert), Lyon, Saint-Étienne, Rouen, Nancy, Angers, Orléans, Neuilly, Elbeuf. De façon générale, la France, comme l'Angleterre, avait été pionnière dans le domaine de l'enquête sociale depuis le début de la révolution industrielle. Ce fut l'exemple français qui incita certains dirigeants d'œuvres catholiques allemandes de 1895 à 1906 à lancer eux aussi des enquêtes. Ces travaux portèrent sur une seule ville, mais c'était la capitale du Reich, Berlin ; toutes les autres publications concernaient des diocèses entiers, ceux de Cologne, de Paderborn, de l'Ermland (Prusse Orientale), de Breslau, de Limbourg, de Wurtzbourg et de Strasbourg alors ville allemande, mais qui restait marquée

par son passé français. La démarche comparative se fondant sur ce corpus permet, selon l'auteur, de dépasser l'horizon de l'histoire régionale ou nationale pour « dissiper, comme l'écrivait Marc Bloch dans un article pionnier de 1928, le mirage des fausses causes locales » tout en mettant « en valeur des spécificités liées à un lieu, une tradition ou un moment pour répondre à des problématiques récurrentes (par exemple la "cohésion" du milieu catholique et son rapport ambivalent à la modernité) ».

L'étude commence par une « enquête sur l'enquête » ou plutôt sur les enquêtes, qui témoignent de l'intérêt des élites catholiques du « tournant du siècle » pour une approche rationnelle du social. Ces publications sont de taille et de valeur variables, mais les plus riches d'entre elles permettent de saisir discours et pratiques. Ces manuels permettaient de s'informer sur les œuvres qui s'étaient multipliées, ce qui allait à l'encontre de l'idée traditionnelle dans les milieux catholiques, selon laquelle l'action charitable doit préférer le silence et la discrétion. Il s'agissait aussi, en France, de dénoncer les nouvelles municipalités républicaines et laïques qui prenaient des mesures défavorables à la bienfaisance confessionnelle, comme l'exclusion des religieuses de la distribution des secours à domicile. On cherchait également à pousser les lecteurs à s'engager financièrement et physiquement dans le monde des œuvres. L'action charitable et sa manifestation publique étaient présentées comme des remèdes à tous les maux de la société, en particulier les séductions de la propagande socialiste.

C'est un laïc, Max Brandts, qui réalisa l'enquête sur le diocèse de Cologne à partir de 1890, exemple suivi dans les autres diocèses déjà évoqués. À partir de 1897, le travail fut coordonné par une grande organisation fédérale, la Caritas, dont l'inspiration rejoignait celle de l'Office central des œuvres de bienfaisance française. Les auteurs des ouvrages étaient le plus souvent des ecclésiastiques de haut niveau intellectuel, comme le Strasbourgeois Paul Muller-Simonis. Pour Caritas, il ne s'agissait pas seulement de recenser et de décrire les œuvres, mais de produire des manifestes en faveur d'une réforme de l'action caritative. À l'égard des concurrents issus des pouvoirs publics ou du protestantisme, le ton est généralement courtois. Le seul véritable adversaire apparaît être la social-démocratie. À la différence de l'échantillon étudié en France, les villes allemandes étudiées par l'auteur sont, à l'exception de Wurtzbourg, toutes des grandes ou de très grandes villes, écho de leur importance dans l'urbanisation de l'Allemagne. Malgré l'absence de statistiques officielles, l'auteur a tenté une évaluation globale du nombre d'œuvres catholiques en activité pour chacune des villes dans les deux pays et le rapport du nombre de catholiques de ces villes au nombre d'œuvres qui y étaient localisées. Cette dernière donnée permet de détecter le faible engagement des élites catholiques de Cologne pour l'action sociale, déjà évoqué par Pierre Ayçoberry, qui serait responsable de la déprise religieuse des masses populaires dans une des plus grandes cités catholiques de l'Empire. En revanche, il est impossible de faire le compte des personnes réellement concernées tant par l'engagement dans les œuvres que par leurs bénéficiaires, ni par les budgets en jeu. Enfin, la chronologie des fondations établit que très peu d'œuvres fondées avant la Révolution étaient encore en activité à la fin du XIX^e siècle. L'œuvre de charité fut essentiellement un produit de ce siècle. En France, leurs créations s'étalent de 1811 aux années 1890; en Allemagne, elles se concentrent plus tardivement dans les années 1850 et surtout entre 1890 et 1895. Le décollage économique y est plus tardif et plus brutal et il s'accompagnait d'une urbanisation galopante, mais on peut aussi constater le caractère plus tardif du réveil religieux et du développement des congrégations, animatrices par excellence des œuvres de charité.

Suit un long chapitre consacré à la formation des œuvres de charité qui distingue trois grands types de fondateurs ou de fondatrices: des laïcs ou laïques, regroupés ou non en association, des membres du clergé diocésain ou de congrégations, plus des initiatives mixtes. Sont particulièrement évoqués, outre le rôle des élites bourgeoises ou aristocratiques, celui de prêtres entrepreneurs dans le domaine social comme Muller-Simonis à Strasbourg, ou d'évêques tel Freppel à Angers. Une large place est évidemment

consacrée aux congrégations caritatives surtout féminines, parfois mal reçues, comme à Berlin, ville majoritairement protestante où progressait l'indifférence religieuse. Deux réseaux nés en France connaissaient une diffusion internationale: le Bon Pasteur d'Angers et la Société de Saint-Vincent-de-Paul. Il en allait de même pour les associations de protection de la jeune fille parties de Munich. Dans les villes multiconfessionnelles, la volonté de limiter l'influence protestante peut être aussi un facteur de dynamisme pour les initiatives catholiques, telle la création de l'hôpital Sainte-Hedwige à Berlin.

Après cette approche qui relève avant tout de l'histoire des structures caritatives, le lecteur plus tourné vers l'histoire sociale sera soulagé en parvenant au troisième chapitre qui analyse les principaux champs d'intervention des œuvres.

S'occuper des enfants était prioritaire, car il fallait « sauver leurs âmes » en cas de décès précoces ou former de bons chrétiens pour leur vie adulte. Dans le contexte de l'industrialisation et de l'urbanisation, les Français créèrent des crèches puisque les femmes du peuple travaillaient désormais souvent à l'extérieur. Les catholiques allemands étaient, eux, déjà hostiles à ce qu'ils considéraient comme un encouragement à la pratique malsaine du travail des femmes hors du domicile. En revanche, l'opinion était plus généralement favorable aux salles d'asile et aux Kindergarten pour les enfants de 3 à 6 ans. Quant aux orphelinats religieux, ils avaient déjà un long passé.

Bien plus novatrices, les institutions dites de protection de la jeune fille liées à l'afflux dans les villes d'adolescentes en quête d'un travail et d'une vie meilleure: le modèle ici est aussi français avec le succès de la congrégation du Bon-Pasteur et de ses « refuges » pour jeunes filles en danger ou nécessitant un « redressement ». D'autres formes d'action sociale sont évoquées: les patronages pour un usage « honnête » du temps libre des jeunes filles, nombreux en France, rares en Allemagne, les foyers et les aides au placement pour domestiques ou ouvrières. De nouveaux champs d'action apparurent à la fin du siècle, comme l'accueil des migrantes dans les gares sur un modèle protestant allemand.

Le réseau hospitalier d'origine médiévale était souvent géré par le clergé. En France, la nationalisation des biens ecclésiastiques par la Révolution rompit ce lien, bien que le plus souvent les religieuses hospitalières conservèrent leurs fonctions dans des établissements municipalisés. En revanche, les villes allemandes virent se développer un réseau d'hôpitaux confessionnels catholiques, y compris dans les villes où les catholiques étaient fortement minoritaires. Dans toutes les villes du corpus existaient aussi des initiatives de congrégations féminines consacrées au soin des pauvres malades à domicile, mais aussi des sœurs garde-malades pour les personnes aisées, qui ne souhaitaient pas entrer à l'hôpital. Chez les plus pauvres, qui n'avaient pas de domestiques, les sœurs remplissaient souvent un rôle d'aide ménagère et d'assistante familiale.

Dans tous les domaines, l'action caritative se conçoit avant tout comme une autre manière d'évangéliser le corps social. Il y a là une différence essentielle avec l'action humanitaire actuelle qui se réclame d'un idéal humaniste et philanthropique sans référence métaphysique, même quand elle est d'origine chrétienne. Les sœurs s'emploient ainsi à convertir les protestants ou les libres penseurs à l'article de la mort. On voit cependant surgir de nouvelles préoccupations extérieures à la dimension religieuse, la lutte contre la mortalité infantile et la dénatalité, le souci du bien public. Enfin, une partie des responsables d'œuvres participent au grand courant hygiéniste, composante majeure de la modernité à la fin du siècle.

Autre face de la modernisation: la demande de plus en plus pressante de la part des administrations municipales d'une collaboration entre assistance publique et bienfaisance privée, en vue d'une distribution juste des secours. Celle-ci se heurtait souvent à la volonté d'indépendance des œuvres, mais elle poussait quand même les institutions catholiques à se fédérer, comme à Strasbourg où Muller-Simonis fonda en 1898 l'Union de Charité en s'inspirant du modèle de l'Office central des œuvres de bienfaisance créé à Paris en 1890. En fait, la collaboration entre secteurs public et privé fonctionnait depuis

1796 en France dans les bureaux de bienfaisance: à Strasbourg ou Nancy, les trois cultes reconnus étaient représentés dans leurs commissions administratives. Pourtant, le dernier tiers du siècle vit se multiplier les conflits entre assistance municipale et bienfaisance catholique: en Prusse, les autorités accordaient leur préférence aux initiatives protestantes; à Strasbourg, les fonctionnaires du Reichsland se méfiaient de la Société de Saint-Vincent-de-Paul dont le siège était à Paris. En France, l'offensive laïque contre l'influence cléricale dans l'action sanitaire et sociale fut violente à partir de 1880. Le remplacement des salles d'asile par les écoles maternelles permit d'éliminer le personnel congréganiste. Cette tension ne fut quand même pas constante: les deux partenaires avaient trop souvent besoin l'un de l'autre pour se séparer complètement. Fait significatif, à Strasbourg, en 1906, Weydmann, jusqu'alors secrétaire de la Fédération de Charité catholique, fut appelé par le maire libéral Schwander à diriger le service d'assistance publique de la ville.

En terminant, Catherine Maurer constate que la comparaison entre les deux pays lui a permis de mettre en évidence les limites du modèle national de société: le caractère international du catholicisme a produit des pratiques convergentes. De part et d'autre, les créateurs d'œuvres reprisent l'image pessimiste de la société moderne « comme un corps malade », ce qui ne les empêcha pas de tenter de trouver des réponses à plusieurs aspects de la modernité sociale, ne serait-ce que pour réagir aux défis qui menaçaient la survie de la religion.

On a scrupule à formuler des critiques, mineures il est vrai, devant l'ampleur et la solidité de ce travail. Il me semble qu'il vaut mieux éviter l'usage de sigles et acronymes pour désigner des institutions du XIX^e siècle, époque où leur emploi était bien plus rare que de notre temps. On peut aussi s'étonner de voir l'adjectif « inquisitorial » désigner ce qui relève de l'enquête socio-historique: il évoque pour le lecteur français des « enquêtes » plus brutales. De façon plus globale, le lecteur garde le regret de ne pas en apprendre plus sur la sociologie et la psychologie des bénéficiaires de l'assistance confessionnelle et aussi de ceux qui en étaient exclus. Dans une recherche centrée sur les villes, on souhaite aussi connaître davantage sur la place de ces déshérités dans l'univers urbain, leur visibilité et évidemment leur pratique ou non de la religion. Mais il s'agit là d'un autre travail qui relève, lui du domaine de l'histoire sociale de la pauvreté et des détresses, tel qu'il a été entamé pour la France par André Gueslin.

LÉON STRAUSS

Richard FABER, Uwe PUSCHNER (dir.), *Intellektuelle und Antiintellektuelle im 20. Jahrhundert*, Berne, Peter Lang (Zivilisationen & Geschichte; 20), 2013, 239 p., 46,95 €.

Jean-Paul Sartre, peut-être la dernière incarnation du modèle dominant de l'intellectuel depuis l'affaire Dreyfus, nous a quittés en 1980; tout se passe, depuis, comme si les chercheurs de plusieurs disciplines des sciences humaines et sociales avaient repris le flambeau pour œuvrer à la définition de ce que doit être ou de ce qu'est un intellectuel. Alors que plus d'un avait constaté son silence, voire annoncé sa mort, cette figure sociale est l'objet de discussions des plus vivantes. De fait, en Allemagne, en France et jusqu'aux États-Unis, la recherche sur les intellectuels connaît un fort regain d'intérêt depuis trois décennies; en témoignent en Allemagne de nombreuses publications récentes. Citons par exemple la monographie de Dietz Bering, *Die Epoche der Intellektuellen 1889-2001. Geburt, Begriff, Grabmal*, 2010 (2^e éd. 2011), deux ouvrages collectifs: Jutta Schlich (dir.), *Intellektuelle im 20. Jahrhundert in Deutschland. Ein Forschungsreferat* (2000) et Thomas Kroll, Tilman Reitz (dir.), *Intellektuelle in der Bundesrepublik Deutschland*.